

EO6 l'Engagement en contexte multinational

Auteur : DELPECH Thérèse

Date : 2003

Quelle définition peut-on donner de la crise ? Aujourd'hui, nous pouvons affirmer que cette notion de crise a défini le paysage stratégique de l'après guerre froide. Elle se caractérise par la multiplication des foyers.

Cependant, cette problématique des crises est-elle encore valable aujourd'hui ? Ne sommes-nous pas entrés avec le 11 septembre et l'intervention alliée en Afghanistan, voire avec un éventuel conflit en Irak, dans une autre période ?

Quatre éléments d'approche sur cette notion actuelle de crise peuvent être dégagés :

D'une part, la crise demande une réponse simultanée des nations impliquées : aujourd'hui, 60 000 hommes servent sous le casque bleu dans le monde, sur tous les continents. Le pic de cette participation militaire a été de 70 000 soldats au milieu des années 90. Au sein de ces forces des Nations Unies, le nombre d'Européens est faible (4000 h) dont environ 10% de français. Toutefois, dans les années 90, période des Balkans, de la Somalie et du Cambodge entre autre, la France était l'Etat le plus actif dans les opérations de maintien de la paix. Les échecs relatifs de la FORPRONU et de l'ONUSOM, ont conduit aujourd'hui, à une situation bien différente.

Par ailleurs, la crise se déclare loin du territoire : la sécurité nationale et européenne ne se limite plus exclusivement aux frontières de l'Europe. Elle ne demeure plus le seul théâtre d'engagement exclusif des Européens. Cette situation engendre des problèmes particuliers et difficiles, en particulier pour l'Allemagne qui a du adapter son cadre législatif pour pouvoir engager des troupes. La participation active des Européens sur le théâtre afghan reste un bon exemple de cette coopération lors d'une opération militaire multinationale.

De plus, la crise ne peut se concevoir aujourd'hui que sous l'angle d'une réponse et d'une action multinationales : désormais, le temps des interventions en solitaire est loin derrière nous, non seulement pour des raisons de complémentarité des outils militaires, mais surtout pour des raisons politiques. Cet état de fait - l'intervention en coalition - est valable aussi pour un pays comme les Etats-Unis. De plus, une nécessaire coordination des actions politiques et militaires, demeure indispensable aussi bien entre les pays qu'entre les institutions (ONU, OTAN, UE, OSCE). L'exemple des Balkans reste frappant à cet égard.

Enfin, en dehors de tout aspect sémantique, la crise dans son approche intellectuelle est bien différente de la guerre : elle s'ordonne sur l'échelle de la gravité. Cependant, l'emploi du mot crise apparaît comme une forme d'euphémisme accentué par la crainte d'un retour à une vraie menace. Il est à noter qu'en Europe, le seul accord possible entre les pays dans une intervention, se trouve sur la seule gestion des crises. Trouver un consensus sur une intervention dans une guerre apparaît impossible dans un cadre européen. Il est donc nécessaire d'en tenir compte.

Etat des lieux de la gestion des crises:

L'attention actuellement doit être portée sur l'ensemble du globe. Il y a nécessité d'éviter la dégradation de la situation initiale. Ainsi, les interventions doivent être précoces. Elles ne peuvent attendre l'enveniment de la situation sur le terrain. Donc il demeure important d'accélérer le rythme de déploiement afin d'assurer le succès de l'opération. Cette

dimension de " Rapidité " est également importante dans la gestion politique de la situation. Toutefois, cette " rapidité politique " reste quelque peu en contradiction avec la logique de prudence de la réflexion diplomatique.

Dans tous les cas, l'intervention apparaît bien comme la dernière solution quand toutes les autres options ont été épuisées. Ceci implique alors de posséder une posture permanente d'intervention, gage de succès.

Quel avenir pour les opérations multinationales ?:

Il apparaît sans nul doute que les deux foyers principaux de crises dans l'avenir seront localisés en l'Afrique et en Corée du Nord. Ce dernier pays pourrait cependant être le problème numéro un de la sécurité internationale. La situation d'aujourd'hui est le résultat d'une non intervention du Conseil de sécurité des Nations Unies.

En Conclusion :

La crise définit un concept des années 90 ; pour les Européens, il renvoie au problème des Balkans. Le futur des problèmes à venir ne se situe-t-il pas en Afrique et Corée du Nord ?

Au moment de l'élargissement de l'Union Européenne à l'Est du continent, il est nécessaire d'élargir notre vision des affaires stratégiques : peut être jusqu'en Asie. Par ailleurs, il convient de ne pas oublier la notion d'indivisibilité de la sécurité internationale.

De surcroît, l'Union européenne demeure un pôle de stabilité dans le monde. La question importante à se poser est celle de savoir si l'Europe fait bien tout ce qui est en son pouvoir pour assurer la stabilité mondiale. De plus, sous quelle condition, restera-t-elle un pôle de stabilité ?

Finalement, ne sommes-nous pas rentrés dans une période de violence accrue avec la présence d'armes de plus en plus puissantes et disséminées, et avec l'existence de crises de premier ordre.